

L'ancien ministre et député du Loiret Jacques Douffiagues est décédé à 70 ans



C'est une nouvelle qui a secoué la classe politique locale mardi après-midi : Jacques Douffiagues, ancien ministre, député du Loiret et maire d'Orléans, est décédé en

début de semaine à l'âge de 70 ans après une vie politique courte mais dense. Souffrant de longue date d'une affection cardio-vasculaire, il était gravement malade depuis plus d'un an. En 2010, il avait aussi été cité dans l'affaire de Karachi (attentat contre du personnel de la Direction des constructions navales lié aux ventes de frégates).

Loin des polémiques, on se souviendra surtout d'un député maire d'Orléans (première circonscription) très actif et particulièrement dévoué aux causes locales qu'il a su défendre très fortement, notamment lors de son passage à la tête du secrétariat d'État à la formation professionnelle ou du Ministère des transports sous Jacques Chirac.

D'une intelligence brillante, il avait été l'un des acteurs du renouveau de l'industrie et du commerce Orléanais. Mais au printemps 1988, après un redécoupage électoral, il n'avait pas été réélu à l'Assemblée nationale pour la troisième circonscription (Châteauneuf-Sully) face au socialiste Jean-Pierre Lapaire. En septembre, il se retirait de la vie politique malgré son jeune âge (47 ans). Homme entier et déjà affaibli par un infarctus et une transplantation cardiaque, il préférait quitter la carrière politique qu'il a toujours considérée, selon ses propres mots, comme « un service et non un métier ».

Cet énarque, homme politique de droite, membre du parti républicain (proche de François Léotard) a ensuite occupé divers postes brillants, en plus de la gestion d'un cabi-

net d'avocat international et de son poste à la cour des comptes, comme la présidence de Sofresa et chacun s'accordait à dire qu'il a contribué à cette époque à la relance de l'industrie dans les chantiers de construction navale. Plusieurs missions lui seront ensuite confiées, notamment à l'autorité de régulation des télécommunications (aujourd'hui ARCEP) et à l'institut des hautes études de Défense nationale.

Dans la classe politique locale, le premier à réagir a été le sénateur Jean-Pierre Sueur, qui l'a bien connu et qui lui rend un hommage sincère : « J'ai été son opposant. Nos rapports ont toujours été clairs, sans connivence, sans complaisance et sans concession. C'est donc en toute objectivité et en toute sincérité que je tiens à saluer le serviteur de la ville d'Orléans qu'il fut. Parmi les réalisations que nous lui devons, je mentionnerai une grande réussite : l'île Charlemagne. Jacques Douffiagues était un homme de conviction. Son intelligence était vive et ses compétences en matière administrative étaient largement reconnues. »

Le député Jean-Louis Bernard, un très proche, a aussi réagi dès la nouvelle en saluant l'homme qui, en 1988, lui a laissé sa place de maire à Orléans en cours de mandat. « C'est une tristesse pour tout le Loiret, car même si certains lui ont reproché de ne pas serrer assez de mains, Jacques était très pudique, il a œuvré avec détermination dans sa fonction politique : nous lui devons l'île Charlemagne, le câblage de la ville en fibre optique, le CADO, les Musées des Beaux-arts et le Muséum et surtout une action forte en faveur de l'industrie de l'agglomération. Je rends hommage aujourd'hui à cette intelligence supérieure, à sa capacité d'aller à l'essentiel et de savoir conclure. Il était l'anti-démagogue par excellence, un exemple pour tous aujourd'hui. »